

lieu d'asseoir leurs activités sur l'économie nationale. Et les propriétaires des usines, en particulier les sociétés étrangères, expatrièrent les capitaux au lieu de les investir sur place. Dans une telle situation, l'Union économique créée dans les années 1950 entre les pays d'Amérique centrale ne fit qu'entraîner un regroupement des marchés les plus rentables de la région, étant donné qu'environ 80 pour cent de la population n'avaient pas les moyens d'acheter des biens industriels.

En résumé, le modèle de croissance économique et de diversification adopté par les pays d'Amérique centrale comportait des faiblesses fondamentales, car il accentua les inégalités sociales existantes et une dépendance déjà très grave à l'égard des marchés extérieurs. Cette croissance, qui s'effectua parallèlement aux structures en place au lieu de les transformer, eut des conséquences sociales désastreuses.

Vers 1980, 41,8 pour cent de la population de la région (soit plus de 8,5 millions d'habitants) ne pouvaient satisfaire à ses "besoins biologiques et nutritionnels"; 21,9 pour cent de la population (soit environ 4,2 millions de personnes), n'avaient ni logement acceptable, ni eau potable. Ces deux chiffres combinés représentent 63,7 pour cent de la population de la région : 24,8 pour cent des habitants du Costa Rica, 68,1 pour cent au Salvador, 71,1 pour cent au Guatemala, 68,2 pour cent au Honduras et 61,5 pour cent au Nicaragua. En même temps, l'écart entre les riches et les pauvres s'est accentué. Le pays où la répartition des revenus était la moins inégale est le Costa Rica, où les riches, soit 20 pour cent de la population, percevaient 49 pour cent du revenu national et les pauvres, soit 50 p. 100, en touchaient 21 pour cent; au Salvador, les proportions passaient respectivement à 66 pour cent pour les riches et à 21 pour cent pour la moitié défavorisée; au Guatemala, à 54,1 et 17,8 pour cent; au Honduras, à 59,3 et 17 pour cent; et au Nicaragua, à 58 et 16 pour cent. Autrement dit, les insuffisances déjà évidentes aux chapitres de l'alimentation, du logement, de l'éducation et des soins médicaux ont empiré, tandis que les terres se trouvaient concentrées entre les mains d'un nombre encore plus réduit de propriétaires et que les bénéfices de la croissance économique étaient distribués de façon toujours plus inégale. Tous les problèmes liés à ce modèle de croissance ont atteint leur paroxysme à partir de la fin des années 1970, soit quand la région a commencé à subir la crise économique.

Dans les années 1950 et surtout dans les années 1960, des partis à tendance modérée, des syndicats, des associations de paysans et des